

Transition énergétique : des propositions pour une plus grande implication citoyenne

Environnement

Publié le mardi 6 octobre 2015

Le Labo de l'ESS vient de formuler huit propositions pour une "transition énergétique citoyenne". Ce think tank de l'économie sociale et solidaire milite pour une plus grande implication des citoyens, avec les collectivités locales et les entreprises de l'ESS, dans les projets participant à la transition énergétique.

En matière de transition énergétique, des citoyens jouent déjà un rôle, en France parfois, plus fréquemment dans des pays voisins comme l'Allemagne ou le Danemark. A l'approche de la COP 21, le Labo de l'ESS, think tank de l'économie sociale et solidaire, entend faire connaître ces projets d'initiative citoyenne liés à la consommation ou à la production d'énergies renouvelables.

Participer à la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi créer des emplois, du lien social, des revenus complémentaires pour des professionnels fragilisés comme les agriculteurs... les arguments ne manquent pas, selon Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS, pour convaincre d'autres citoyens de rejoindre ces dynamiques.

Quand un "territoire défavorisé" produit de l'énergie pour 70.000 habitants

L'exemple étant souvent la meilleure preuve, le think tank de l'ESS a donné la parole, le 30 septembre 2015 à Nanterre, à Dominique Olivier, directeur des Fermes de Figeac.

Confrontés à la hausse du coût du blé en 2007, les membres de cette coopérative agricole ont alors décidé de diversifier leurs activités dans la production d'énergie : photovoltaïque – avec une mutualisation de l'investissement à travers une "coopérative de toits" -, éolienne, biomasse avec une chaufferie utilisant le bois local et montée sous forme de société coopérative d'intérêt collectif (Scic) avec les collectivités...

"De l'énergie pour 70.000 habitants va être produite l'année prochaine", s'enorgueillit Dominique Olivier. Pour cet entrepreneur atypique, "tout est possible, même pour un petit territoire défavorisé, à condition qu'il devienne territoire acteur, dans un esprit coopératif".

Donner plus de poids aux collectivités, préalable à l'implication de citoyens

Pour aider d'autres territoires à devenir "acteurs" de la transition énergétique et "permettre le changement d'échelle de la transition énergétique portée par les citoyens", le Labo de l'ESS fait campagne à travers différents supports, tels que le site Internet Citizenweet invitant les citoyens à interpeler les décideurs et une publication née de la réflexion d'un groupe d'experts ESS et transition énergétique. Ce dernier a formulé huit propositions auprès des pouvoirs publics, des entreprises et, en particulier, des grandes entreprises de l'ESS.

Ces propositions portent sur l'adaptation de la réglementation, les outils de financement ou encore l'accompagnement des projets. Le Labo de l'ESS appelle notamment à "donner plus de poids aux collectivités locales dans la mise en œuvre de stratégies énergétiques de territoire, incluant les projets citoyens, en renforçant leur capacité d'intervention en matière de maîtrise de l'énergie, de distribution de l'électricité et de développement des énergies renouvelables".

Pour Pascal Canfin, ancien ministre du Développement, la transition énergétique, en effet, "ne se fera que de manière décentralisée". Pour "dépasser les blocages" et aller "à rebours de tout ce qu'on a fait", l'"alliance entre ESS, territoires, entrepreneurs sociaux" est primordiale, juge-t-il.

Se regrouper pour changer d'échelle

Si les deux membres du gouvernement inscrits à l'agenda de l'événement du 30 septembre, Martine Pinville et Ségolène Royal, n'ont finalement pas fait le déplacement, la démarche a été encouragée – via un message vidéo – par la secrétaire d'Etat en charge de l'ESS. "Votre lecture associant ESS et transition énergétique est très juste", a considéré Martine Pinville. Appelant à un "changement d'échelle", cette dernière a invité les porteurs de projets à se saisir des pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), une "véritable ressource pour engager une structuration, une consolidation" des initiatives.

Autre point d'appui possible sur la conduite de projets et le financement : l'association Energie Partagée – qui réunit notamment le Cler, réseau pour la transition énergétique, et Enercoop, réseau de 10 Scic régionales qui fournissent actuellement de l'énergie renouvelable à 26.000 clients.

Alors que la ministre de l'Ecologie a mis à l'honneur, en février 2015, 212 territoires à énergie positive (Tepos), Raphaël Claustre, directeur du Cler qui coordonne le réseau Tepos, estime qu'une quarantaine de territoires produisent, aujourd'hui, plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

En savoir plus**Aller plus loin sur le web**

La présentation de la campagne sur la "transition énergétique citoyenne" du Labo de l'ESS.

La publication "Pour une transition énergétique citoyenne" du Labo de l'ESS.

A lire sur Localtis

- **La loi de transition énergétique**

23/09/2015 Solaire, éolien : des bénéfices économiques et sociaux pour les territoires, selon Greenpeace

04/09/2015 COP 21 : le Réseau Action Climat appelle la France à redoubler d'efforts sur les énergies renouvelables et la fiscalité carbone

31/08/2015 Transition énergétique : place aux travaux pratiques

29/05/2015 Plus de 10.000 citoyens seront consultés sur le climat le 6 juin

22/01/2013 Le Réseau Action Climat-France propose de "relocaliser les responsabilités énergétiques"
